

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grüner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 02/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LUANCE**

17 rue de la Rotonde  
ZI La Villette  
42153 Riorges

Références : UID4243 EAR 026 053

Code AIOT : 0006109086

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement LUANCE implanté 17 rue de la Rotonde ZI La Villette 42153 Riorges. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LUANCE
- 17 rue de la Rotonde ZI La Villette 42153 Riorges
- Code AIOT : 0006109086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LUANCE, située à Riorges, exploite un entrepôt de 4 cellules de stockages de 3000 m<sup>2</sup> chacune, construit en 2010. Elle exploite également 3 autres dépôts à Riorges et à Roanne, non classés ICPE.

La société a été créée en 2008 pour une activité de commerce de gros. Elle développe et distribue des accessoires de décoration de portes et fenêtres (tringle à rideaux, stores, embrases, tapis...).

L'activité de cet entrepôt sera transférée dans un nouvel entrepôt en construction (projet Byzance Log) à Mably dans un délai d'un an maximum. Le nouvel entrepôt accueillera également l'activité de Tendence Log située actuellement sur la commune du Coteau.

### Thèmes de l'inspection :

- AN26 État des stocks

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Situation administrative au titre des ICPE - 1510	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Demande d'action corrective	3 mois
4	Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1	Demande d'action corrective	3 mois
5	Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2	Demande d'action corrective	3 mois
8	Suite inspection précédente - Maintenance	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.	Sans objet
6	Suite inspection précédente - Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4	Sans objet
7	Suite inspection précédente -	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Accessibilité		
9	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de noter des améliorations dans le suivi des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie.

Par ailleurs, l'exploitant s'est doté d'un nouveau logiciel lui permettant d'accéder à un état des stocks spécifique à l'entrepôt de Riorges.

Néanmoins, l'état des stocks présenté est une liste d'articles stockés ne permettant pas encore d'avoir une lecture rapide des quantités stockées par type de danger.

L'étude des flux thermiques, mise à jour en 2023, ne comprend pas le stock intérieur de palettes. Sur ce point, l'exploitant doit justifier que les conditions de stockage et leurs effets thermiques sur les tiers sont conformes à la réglementation.

A noter que, suite à une évolution de la rubrique 2910, la chaudière du site est désormais classable en DC (déclaration avec contrôle); cette évolution n'était pas connue de l'exploitant. A ce titre, cette installation doit faire l'objet d'un contrôle périodique par un organisme agréé.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 1. Élément utiles pour la situation administrative de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li> <li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b>

L'exploitant a en sa possession une version "papier" du dossier de demande initiale (2011), son arrêté et les études de flux thermique (2002 et 2023). Il a également été en mesure de fournir le rapport de la dernière visite de son assureur (2019).

A noter que, suite à l'inspection précédente, il a été demandé à l'exploitant de mettre à jour son étude de flux thermique pour prendre en compte les évolutions dans l'organisation du stockage de la cellule 1 (présence d'un rack proche du mur de séparant la cellule des bureaux, non prévu dans le dossier initial). Cette étude a été transmise.

Le dossier de demande initiale présenté date de 2011. Il ne s'agit pas de la dernière version qui date de juin 2012 et est référencée sous le numéro S 253048.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit être attentif à disposer des versions les plus à jour des documents relatifs à l'entrepôt.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE - 1510**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 2. Appréciation des dangers

**Prescription contrôlée :**

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

**Constats :**

Le classement vis-à-vis de la rubrique 1510 n'a pas évolué. La quantité maximale stockée indiquée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral portant enregistrement du 03/08/2012 est de 2050 tonnes; selon l'état des stocks extrait pendant l'inspection, la masse stockée s'élevait à 1931 tonnes.

Le classement vis-à-vis de la rubrique 2910 a évolué suite à une modification des seuils de la rubrique (le seuil de la déclaration est passé de 2 MW à 1 MW) : le site est désormais classé sous le régime de la déclaration (DC).

L'exploitant n'avait pas connaissance de cette évolution.

Il n'est pas noté d'évolution concernant les autres rubriques du tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté du 03/08/2012.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

<p>L'exploitant doit télédéclarer cette activité sur le site <a href="https://entreprendre.service-public.fr">entreprendre.service-public.fr</a> :  <a href="https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920">https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920</a></p> <p>Il devra se positionner sur l'arrêté ministériel du 3/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 et mettre en oeuvre les prescriptions applicables. En particulier, l'exploitant doit mettre en œuvre l'article 1.1.2 de cet arrêté relatif au contrôle périodique par un organisme agréé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : État des matières stockées, périodicité et disponibilité -1510

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.- Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation (rubrique 1510) :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>[...]</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la suite de l'inspection précédente, l'exploitant avait transmis un fichier présentant l'état des stocks mais sans pouvoir différencier facilement les différents dépôts utilisés.</p> <p>Depuis, l'exploitant s'est doté d'un nouveau logiciel (WMS) permettant de tracer chaque palette dans les différents dépôts.</p> <p>Il a été en capacité d'extraire un état des stocks spécifique à l'entrepôt inspecté, avec une mise à</p>

<p>jour quotidienne. Les données sont stockées en externe, chez le prestataire; l'état des stocks est donc disponible même en cas de sinistre.</p> <p>A noter que le site ne stocke que des articles de décorations pour portes et fenêtres et pour la maison. Il n'y aucune matière dangereuse, au aucun produit liquide.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Etat des matières stockées - gestion accidentelle (A et E - 1510)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 4. Connaître les quantités de matières dangereuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant :</p> <p>1.servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks permet d'identifier la nature du produit (tapis, store...), la quantité et la masse. L'exploitant est également en mesure de fournir un état des stocks par cellules.</p> <p>En revanche, cet état des stocks est une liste d'articles, répondant à des besoins logistiques, mais peu adapté dans un objectif d'information des pouvoirs publics.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Transmettre un état des stocks présentant des quantités par type de danger (1510, 2662/2663, 1530, 1532).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 5 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr - 1510)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au I.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 5. Inventaire synthétique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : [,,,] 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.
<b>Constats :</b>  L'état des stocks présentés, répondant parfaitement à des besoins logistiques, ne permet pas de fournir une information vulgarisée des produits et matières stockées au sein de chaque zone de l'entrepôt.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Suite inspection précédente - Eaux pluviales**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes :- pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ; - l'effluent ne dégage aucune odeur ; - teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ; - teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ; - teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ; - teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.
<b>Constats :</b>  Suite à l'inspection précédente, un nouveau prélèvement des eaux pluviales a été réalisé le 6/11/2023. Les résultats des analyses sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 7 : Suite inspection précédente - Accessibilité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté de stationnement empêchant l'accès des pompiers. Un marquage au sol a été réalisé pour bien indiquer l'interdiction de stationner devant les accès pompiers.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Suite inspection précédente - Maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre.
<b>Constats :</b>  Les dernières vérifications des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont récentes; l'exploitant tient à jour un tableau de bord pour le suivi de la programmation de ces vérifications.  Q4 : 24/03/2025 (conforme) Q5 : 23/07/2025 (conforme)  Les non conformités relevées lors de la précédente inspection ont fait l'objet d'actions : - un carnet de maintenance a été mis en place pour le suivi des interventions faites en interne, - l'exploitant a été en mesure de présenter les factures des intervenants extérieurs (DEF, Tech'Open) justifiant la levée des anomalies constatées.  Au cours de la visite de l'entrepôt, il a été constaté un extincteur légèrement endommagé, probablement par les fourches d'un chariot.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Remplacer l'extincteur endommagé.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 9 : Effets thermiques sur les tiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévenir les effets thermiques sur les tiers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une première modélisation avait été réalisée en 2022.</p> <p>Suite à l'inspection précédente, et au constat d'une modification de l'organisation des stockages dans la cellule 1, l'exploitant a fait réaliser une nouvelle modélisation pour cette cellule en octobre 2023.</p> <p>Selon ces 2 modélisations, l'ensemble des flux est contenu dans les limites de propriété.</p> <p>Lors de la visite de l'entrepôt, il a été constaté un stockage intérieur de palettes dans la cellule 3, proche des quais de déchargement, non pris en compte dans la modélisation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit se positionner sur l'impact de ce stockage intérieur de palettes sur les modélisations des flux thermiques, <u>dans un délai de 3 mois.</u></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite